Bibliothèque ... RARY-GENEVA
27/29, RUE DE LA COULOUVRENIÈRE
FIOM-Genève
324.62
D 4

C.I.S.L.E.

DE LA DICTATURE COMMUNISTE A LA DEMOCRATIE

UN PROGRAMME DES SYNDICATS LIBRES
A L'INTENTION DES PAYS
DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

C93-0859

INTERNATIONAL DES SYNDICALISTES LIBRES EN EXIL

NOV 1965

Un Programme des syndicats libres a l'intention des pays d'Europe centrale et orientale

Publié par

Le Centre International des Syndicalistes Libres en Exil

PREFACE

Nous, membres du Centre International des Syndicalistes libres en Exil, représentons tous les peuples d'Europe centrale et orientale qui vivent actuellement sous dictature communiste. Nous personifions leur foi en la démocratie et le syndicalisme libre. Nous exprimons leur espoir de voir un jour les dominateurs étrangers forcés de reconnaître le droit de ces peuples à l'autodétermination et leur droit de vivre dans une société libre et véritablement démocratique. Nous clamons leur conviction que cette émancipation et l'indépendance nationale sont inscrits dans la marche inévitable de l'histoire.

Nous nous tournons vers l'avenir avec confiance et orgueil Nous voulons que cet avenir soit un avenir de libertés démocratiques et de justice sociale. Les communistes et tous ceux qui ont trahi les forces du travail font désormais partie du passé, car ils sont les alliés et les complices des forces les plus réactionnaires.

Nous, nous allons de l'avant !

Friedrich-Ebert-Stiftung Bonn Bibliothek

C93-0859

INTRODUCTION

L'époque où nous vivons se caractérise par ses transformations aussi bien technologiques que sociales, économiques et politiques. C'est un monde qui évolue lentement mais sûrement vers une société basée sur les principes de la démocratie économique. C'est aussi une ère d'autodétermination politique, celle du droit des peuples à l'indépendance.

Les peuples d'Europe centrale et orientale n'auraient-ils pas autant de droits que les autres à bénéficier de ces libertés fondamentales ?

Ces peuples d'Europe centrale et orientale ont connu une glorieuse histoire qui remonte à de nombreuses décades et dont les lignes de force furent la lutte pour la démocratie économique at politique ainsi que pour la justice sociale. Avec la défaite d'Hitler en 1945, tous les espoirs semblaient leur être permis, mais ils durent très vite déchanter puisque la dictature du parti unique était instaurée dans tous les pays d'Europe centrale et orientale occupés par l'Armée rouge dès la fin de la seconde guerre mondiale (1).

Le régime communiste était initialement basé sur le règne de la terreur et les forces progressistes furent sa première et principale victime. De ce fait, les peuples d'Europe centrale et orientale furent en général privés de tous leurs droits de base et de toutes leurs libertés fondamentales. Les travailleurs en particulier furent dépouillés de leur pouvoir économique et politique. Et si les anciennes classes possédantes, avaient disparu, de nouveaux exploiteurs les remplaçaient, bien plus puissants et bien plus efficaces, personnifiés par l'Etat communiste totalitaire. A cause de lui, les travailleurs ont perdu non seulement leurs droits politiques, par la suppression des partis socialistes démocratiques, mais aussi tout moyen d'auto-défense économique, par la subordination de leurs syndicats au parti communists.

Le processus de déstalinisation, commencé après 1956, a dans une certaine mesure modifié les apparences extérieures de la dictature communiste. Les camps de travail forcé ont cédé la place à des méthodes plus subtiles de pression économique et administrative. Mais le système lui-même n'a pas changé fondamentalement. Ses institutions politiques,sociales et économiques, de caractère essentiellement totalitaires, demeurent intactes. C'est pourquoi, il n'y a qu'un système véritablement démocratique qui puisse donner satisfaction aux masses travailleuses d'Europe centrale et orientale : ce qu'elles réclament, c'est une société libre de toute domination et de privilèges de classes, et basée essentiellement sur le respect des droits politiques de l'individu.

Le but de la présente publication est double : d'une part, décrire brièvement la situation économique, politique et sociale des pays d'Europe centrale et orientale; d'autre part, mettre en exergue un programme des syndicats libres destiné à restaurer dans ces pays à la fois les libertés démocratiques et la justice sociale. Et la liberté d'association et d'expression étant inexistante dans ces pays, les syndicats libres du monde démocratique ont le devoir moral d'agir en tant que port-parole des travailleurs qui vivent derrière le "rideau de fer". Le Centre International des Syndicalistes Libres en Exil espère sincèrement que ce programme rendra à ces travailleurs la foi en la possibilité du progrès social et leur montrera que l'alternative d'une dictature communiste n'est certainement pas un retour au capitalisme industriel ou à la semi-féodalité agricole. De cette façon, les syndicats sont convaincus d'apporter une contribution certaine

---

(1) L'Albanie, les Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) qui furent immédiatement annexés par l'Union Soviétique, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie.

à l'accélération du processus d'émancipation économique, sociale et politique des pays d'Europe centrale et orientale ainsi que de leur libération de la domination communiste.

* * * * * * * * * * * * *

Les vingt dernières années

Il y a 20 ans, les peuples d'Europe centrale et orientale se réjouissaient de voir enfin terminés la terreur nazie et les terribles destructions qu'avait entraîné la seconde guerre mondiale. Ils se croyaient à l'aube d'une ère nouvelle de liberté. De fait, la situation était mûre pour les transformations économiques et sociales radicales. Et, bien que ces changements se déroulaient à l'ombre de l'armée rouge - qui, soit dit en passant se révélait être un conquérant plutôt qu'un libérateur - ne modifie en rien le fait historique du caractère spontané de ces aspirations populaires issues de la masse. Elles se fondaient sur les traditions du mouvement socialiste et démocratique.

1945 vit en Europe centrale et orientale non seulement la fin de la guerre et de la dictature nazie mais aussi celle de l'ancien système d'opression économique et politique. Les classes dominantes voyaient s'échapper le pouvoir; les conditions de création d'une nouvelle société basée sur la démocratie économique et la justice sociale étaient réunies. Les forces progressistes réclaimaient des réformes agricoles, la propriété publique des grandes banques et des secteurs clé de l'industrie, des systèmes de sécurité sociale étendus ainsi que la démocratisation de l'éducation et de la culture. Certains représentants de ces forces progressistes espéraient d'ailleurs en toute bonne foi pouvoir collaborer avec les partis communistes pour la mise en application de ces réformes.

Ils durent déchanter assez rapidement, les tactiques totalitaires des communistes ayant trahi les efforts des forces démocratiques. Les premiers voulaient en effet le monopole du pouvoir absolu et, grâce a la terreur policière, fabriquèrent de toutes pièces des élections et des coups d'Etat, appuyés en cela par la force militaire soviétique. Leur victoire fut donc facile.

Le mouvement syndical se trouvait au premier rang des victimes toutes désignées de la terreur communiste. L'emprisonnement et l'exil des dirigeants syndicalistes étaient monnaie courante. Il en fut de même pour les membres dirigeants des partis politiques démocratiques et pour des dizaines de milliers de citoyens. Les syndicats investis par les communistes ou les crypto-communistes devinrent de véritables instruments aux mains du gouvernement. Le pouvoir se trouvait concentré au sein de petites cliques de communistes locaux, entièrement soumis aux directives de Moscou. Les masses se virent rapidement réduites à un statut semi-colonial.

Ces pays se virent ainsi contraints d'adopter des politiques militaires, économiques et politiques au détriment souvent de leurs propres intérêts nationaux. Les partis communistes d'Europe centrale et orientale se révélèrent des instruments dociles de cette nouvelle forme d'impérialisme.

Les travailleurs se rendirent compte très vite qu'ils avaient perdu toute liberté avec l'avènement de ce régime, bien que les communistes se targuaient d'exercer le pouvoir en leur nom... mais sans leur consentement, faut-il le dire. Les terres des paysans, acquises grâce à la réforme agricole ou héritées de leurs pères, furent destinées à la collectivisation. Les intellectuels se virent entravés par les vertus d'une censure et d'un contrôle idéologique plus

stricts que tout ce qu'ils avaient pu connaître auparavant et qui battaient de loin tout ce que les gouvernements les plus despotiques avaient pu inventer au cours de l'histoire de l'humanité.

Dans ces pays, l'individu s'était vu déposséder de tous ces droits de base, de toutes ses libertés fondamentales. Des constitutions nouvelles, "vraiment socialistes" devaient officiellement garantir partout le libre exercice des droits de l'Homme. En fait, hélàs, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'association n'existent pas ! Curieuse conception des lois socialistes.

Les juges et magistrats ne sont pas à l'abri non plus de cette dépendence, la justice se trouve pieds et poings liés aux mains du parti communiste qui détermine souvent à l'avance la culpabilité ou l'innocence du prévenu. On a même vu des tribunaux violer jusqu'aux lois adoptées par les pouvoirs législatifs communistes ! La nécessité politique du moment constitue en réalité le seul critère de cette justice et par ce système, des dizaines de milliers de personnes innocentes ont péri et parmi elles, des dirigeants syndicalistes de toujours et des communistes qui se révoltèrent contre la corruption du système.

Le régime dictatorial communiste a été justifié au nom d'une nécessité dite historique sans laquelle l'industrialisation et le progrès économique n'auraient pas été possibles. Bien sûr, la plupart des pays d'Europe orientale et centrale se sont transformés sous le régime communiste et sont passés de l'état de société agricole à celui de société d'économie mixte, industrielle et agricole à la fois. Cependant, au cours de la période d'après-guerre, le développement industriel à large échelle ne fut pas le privilège exclusif des pays du bloc soviétique. Le taux d'expansion économique s'est accru partout dans le monde et certains pays ont atteint un niveau d'industrialisation largement comparable à celui des pays de régime communiste, sans avoir eu à imposer pour autant de lourds sacrifices à leurs populations.

En Europe centrale et orientale existait une forte tendance en faveur de la mise en service public de l'économie et de sa socialisation. Mais elle fut rapidement submergée par une vague brutale de nationalisations immédiates réalisées pour le seul principe de nationaliser. L'expérience a montré que ce type de nationalisations ne se justifie pas économie noyée par la bureaucratie Les capitaux nécessaires à une industrialisation et un développement rapides furent réunis par un système d'épargne forcée réduisant artificiellement le niveau de vie des populations. Les billions ainsi extorqués au peuple furent investis dans des projets importants dictés par des impératifs économiques absolus et une doctrine dépassée.

Au cours des vingt dernières années, la force numérique de la classe travailleuse d'Europe centrale et orientale s'est considérablement accrue mais son influence économique et politique a décliné en proportion presque inverse. Les classes exploitantes traditionnelles ont été remplacées par l'Etat totalitaire dans son rôle d'employeur unique. En effet, c'est l'Etat qui fixe arbitrairement les salaires et les traitements sans qu'il y ait eu l'ombre d'une convention collective. Les quotas de rendement, les échelles des salaires, les taux d'heures supplementaires et les tarifs de rémunération à la pièce, sont établis par les bureaucrates du Département de la planification.

Autre forme d'exploitation : la distribution arbitraire du revenu national. La direction du Parti en dépense une large tranche pour ses projets d'investissement qu'elle justifie par des concepts démodés de doctrine Marxiste-Léniniste,

ou encore par l'aide fournie à l'étranger dans des buts essentiellement politiques.

Ainsi, la classe travailleuse, dépourvue de tout moyen d'auto-défense - de véritables syndicats, des partis politiques démocratiques et une presse libre - n'a-t-elle rien à dire dans les décisions qui touchent cependant à ses intérêts vitaux. Et de fait, le travailleur d'Europe centrale et orientale se trouve aujourd'hui beaucoup plus exposé et sans défense qu'il ne l'était sous l'ancien régime capitaliste. Comment pourrait-il dans ces conditions s'empêcher de comparer ses propres salaires stationnaires à l'élévation des prix des biens de consommation d'une part et a la prospérité grandissante des travailleurs du monde libre de l'autre. Peu lui chaut de savoir que les propriétaires privés des moyens de production ne s'approprieront plus la plus-value de son travail, puisqu'il la voit maintenant gaspillée par une bureaucratie anonyme et ne trouvant sa justification qu'en elle-même : la nouvelle classe dirigeante de la société communiste.

Cette absence d'influence économique et politique des travailleurs n'est pas le moins du monde compensée par une amélioration officielle de leur statut social ni par la publicité zélée qu'on leur fait d'être "l'avant-garde de la société nouvelle". Ils ne peuvent non plus trouver de compensation dans les facilites accrues d'éducation ou les nouveaux systèmes de sécurité sociale. Ceux qui ont en fait profité le plus des possibilités nouvelles d'éducation, sont les représentants de la jeune génération. Et celle-ci réunit en réalité les opposants les plus acharnés au régime.

L'ère de la déstalinisation

Mais depuis 1956, il y a du nouveau en Europe centrale et orientale. D'abord la mort de Staline, ensuite les luttes internes parmi ses successeurs pour s'arroger le pouvoir, l'abandon des méthodes les plus staliniennes par les nouveaux dirigeants du Kremlin, les difficultés économiques grandissantes, les pressions enfin, exercées par une classe moyenne qui s'éveille et par la nouvelle génération. Parallèlement, le conflit de plus en plus profond qui oppose les deux pouvoirs communistes les plus importants, l'Union Soviétique et la Chine, a eu pour résultat le plus visible la désintégration progressive du bloc soviétique. Les partis communistes nationaux y ont gagné une certaine indépendance dans leurs relations avec le parti communiste soviétique. Et le fait d'admettre et de condamner les crimes perpétrés par Staline a créé, d'autre part, une atmosphère de désillusion qui a gagné jusqu'aux dirigeants mêmes des différents partis communistes. Les leaders ont bien essayé d'apaiser les dissensions internes qui les opposaient en se faisant des concessions dans le domaine économique et en reconnaissant à l'individu une certain liberté. Mais.....

Personne ne songe à minimiser les répercussions de ces changements : elles sont importantes, ne fût-ce que pour les peuples qui ont à vivre et à subir le régime communiste. Le fait même que l'anxiété et la peur ont cédé le pas à des sentiments contradictoires de soulagement, de désillusion et d'espoir tout à la fois, est très significatif de cette évolution. Mais il faut bien reconnaître qu'aucune de ces transformations n'apporte un changement fondamental. Les institutions de base de l'Etat totalitaire - le monopole de l'idéologie marxiste-léniniste, la centralisation rigide appelée, sans ironie, "démocratique", le système du parti unique, le strict contrôle économique exercé par une bureaucratie qui, elle, échappe pourtant à ce contrôle, le système juridique inspiré et orienté par des motifs politiques, tout cela est maintenu. Et même, dans une certaine mesure, l'évolution vers un eventail plus large de points de

vue idéologiques dans le bloc communiste, n'affecte en réalité que les relations extérieures entre les différents Etats communistes. Mais elle n'a pas changé la nature du système communiste en tant que tel ni altéré son caractère essentiellement totalitaire et anti démocratique.

Il ne fait aucun doute, bien entendu, que le processus de déstalinisation, s'il persiste, sera générateur d'importants changements dans la superstructure du système communiste tel qu'il sévit en Europe centrale et orientale aujourd'hui. La question fondamentale qui à ce jour demeure sans réponse reste cependant : de telles modifications de la superstructure peuvent-elles avoir une influence quelconque sur un changement éventuel de la nature du système lui-même? Ces modifications auront-elles pour résultat une réforme radicale des institutions totalitaires et anti-démocratiques du système? et si oui, jusqu'à quel point?

Mais il n'existe hélàs aucune garantie de voir se poursuivre ce processus de déstalinisation. Il faut se souvenir qu'il n'a pas commencé dans tous les pays à la fois, et qu'il n'est pas non plus arrivé partout au même point. En Pologne, par exemple, où la déstalinisation a commencé plus tôt et est allée plus loin que partout ailleurs, des tendances néo-staliniste réactionnaires se sont manifestées dans certains secteurs.

Impressionné pourtant par certains aspects de la déstalinisation, un certain nombre de cercles politiques, académiques, culturels et de la presse des pays démocratiques ont eu le sentiments que l'heure était venue de collaborer à la paix mondiale par de plus amples négociations, de plus larges relations économiques, la multiplication des échanges de visites et de plus souples compromis politiques. Mais avec l'éviction de Krouchtchev, de nouveaux doutes et de nouvelles inquiétudes ont vu le jour. Il suffit pour cela de se rappeler la manière dont les faits se sont déroulés.

C'est le rôle du mouvement syndical libre, en tant que port-parole des travailleurs de l'Europe orientale comme de ceux des pays libres, de souligner les faiblesses d'une méthode de compréhension par des critères de jugement démocratiques, de l'évolution de la situation des pays à régime totalitaire. Notre mouvement a l'obligation morale de continuer d'informer l'opinion publique de la signification réelle de ces changements et en particulier, du fossée qui peut séparer la réalité des faits et la fiction créée par la propagande.

Peut-être que ceux qui se prononcent en faveur d'une extension des relations politiques, économiques et culturelles avec les pays d'Europe centrale et orientale, oublient que ces relations ne peuvent être établies que par le canal officiel du parti communiste et des agences gouvernementales. Se rendent-ils compte que les représentants non-gouvernementaux et démocratiques qu'ils sont sans doute, ne se trouveront jamais en face d'interlocuteurs jouissant de la même indépendance qu'eux dans le cadre de ces contacts et discussions?

Les buts du mouvement syndical libre

L'étendue exacte et la signification réele des transformations qui se font jour en Europe centrale et orientale doivent encore être circonscrites. Quoiqu'il puisse advenir, les syndicats libres estiment que seul un véritable système démocratique englobant les aspirations sociales et économiques traditionnelles des traveilleurs, sera admise par les classes travailleuses de cette partie du continent eruopéen. Les futures nations libres que la Confédération Internationale des Syndicats Libres souhaite voir s'épanouir

dans cette région, doivent être construites sur les principes de liberté, d'égalité, et de justice sociale. Et ces principes devraient s'étendre à toutes les formes d'activité politique, sociale et économique.

L'individu doit avoir le droit d'exprimer librement ses opinions, de développer sa personnalité, ses capacités, et de défendre ses intérêts. Il doit avoir le droit de se syndiquer de facon à prôner collectivement ses conceptions politiques, économiques et sociales. Il est également primordial que toutes les catégories importantes des secteurs économique, politique et social de la collectivité puissent être représentées au sein des organes législatifs ainsi que dans les institutions économiques, administratives, sociales et culturelles, par des répresentants librement élus. C'est la seule façon d'assurer une démocratie véritable et durable dans une société ou les dominations et les privilèges de classe auront été abolis.

Et, même dans pareille société, il n'y a pas de place pour un quelconque succédané de la liberté d'expression, dans toutes ses alternatives, des aspirations politiques de la population. Une telle société implique au contraire la restauration du pluralisme des partis et une représentation véritable à tous les niveaux de l'administration de l'économie et de l'Etat, grâce à des élections libres. Ce système de démocratie économique et politique, basé sur la conception la plus large de la justice sociale, doit prévoir des garanties impératives aux libertes fondamentales de l'individu. Et il va sans dire que ce système de démocratie politique doit fournir de réeles protections de la liberté de pensée, de la liberté de création artistique et des activités scientifiques, ainsi que de la liberté de la liberte de la presse et de la liberté idéologique et religieuse.

L'évolution qui s'est installée en Europe centrale et orientale après la second guerre mondiale a, une fois pour toutes, aboli les anciennes structures sociales. Et, bien que certains de ces changements aient été mis en application dans le cadre de la dictature communiste, la conception d'une société basée sur les idéaux de justice sociale, fut élaborée pendant et après la querre, par les authentiques forces democratiques et progressistes dont les racines plongeaient loin, nationalement et socialement, au sein des peuples d'Europe centrale et orientale. Ainsi, le mouvement général qui présidait à ces transformations et qui contraste avec les institutions politiques et économiques actuelles mises sur pied par les communistes, ce mouvement est le miroir exact des souhaits et des aspirations de larges couches de la population de cette région.

Ces transformations de la structure sociale ancienne ne doivent en aucun cas être remises en question ni modifiées. Mais il n'en reste pas moins qu'un nouveau statut social des masses travailleuses ne peut trouver sa vraie signification que dans le contexte d'un système politique démocratique et dans l'établissement d'une véritable démocratie économique.

Sous le régime communiste, les revendications justifiées de mise en secteur public de toutes les branches clé de l'industrie, des banques et des transports, ont rapidement dégénéré en nationalisations intempestives de toutes les formes de la propriété privée, pour le seul plaisir d'opérer des nationalisations. Cette attitude dogmatiquement négative envers toute forme de propriété privée est incompatible avec la volonté des nations d'Europe centrale et orientale. Elle est également en contradiction avec les besoins réels de cette région d'Europe qui nécessite la création d'une économie mixte à secteurs multiples, permettant son développement économique rationnel. Mis à part les secteurs clé de l'industrie, des transports et de la distribution, de nombreuses formes de l'activité économique fournisant à l'initiative privée des sphères

d'activité socialement utiles et justifiées, peuvent prouver leur valeur.

La propriété publique des moyens de production doit néanmoins rester la clef de voûte de la structure économique d'Europe centrale et orientale. Savoir si celle-ci doit être uniquement étatique, propriété municipale, corporation publique ou propriété coopérative, doit être décidé en dernier ressort selon les conditions spécifiques et les besoins des secteurs intéressés de l'industrie ou du commerce. Mais quelle que soit la forme de propriété publique adoptée, elle doit permettre une participation directe des représentants des travailleurs aux responsabilités essentielles de la planification et de la direction.

Le potentiel grandement accru de la production dans les pays d'Europe centrale et orientale est le fait des épargnes forcées imposées à toute la population. Pendant près de vingt ans en effet, ne l'oublions pas, le niveau de vie des masses du travail s'était trouvé artificiellement réduit pour permettre d'extorquer aux travailleurs l'argent nécessaire au financement d'une industrialisation à grande échelle. A tel point que les entreprises privées d'avant-guerre qui furent expropriées, connurent après-guerre une expansion bien plus forte que l'on n'aurait pu le prévoir, grâce si l'on peut dire à l'utilisation du produit de ces épargnes forcées. Pour cette raison, le potentiel industriel existant et nationalisé de chaque pays d'Europe centrale et orientale appartient de droit à la société toute entière. Dans certains cas marginaux, de petites parcelles de ce potentiel industriel pourraient être vendues ou laissées à des entrepreneurs privés si l'efficacité de l'économie le réclamait. Mais l'essentiel doit rester propriété publique.

Sous le régime communiste, le développement économique d'Europe centrale et orientale fut essentiellement unilatéral et en équilibre instable. C'est ainsi que de nombreuses industries de biens de consommation et de services ainsi que les investissements sociaux et du logement furent fortement négligés. Dans ces domaines-là, les entreprises privées ou à gestion coopérative authentique peuvent jouer un rôle utile en complétant la structure économique existante du secteur intéressé par des entreprises répondant a la demande de cette partie de consommateurs qui n'avient pu etre satisfaits pour avoir été délibérément négligés.

Une planification économique nationale, fondée sur les stimulants de l'économie et utilisant à fond le mécanisme des marchés, devrait être substituée au système communiste d'économie planifiée opérant sur base de directives arbitraires émanant du sommet. Une planification rationnele est fondamentale dans tous les pays en voie de développement afin d'assurer une expansion économique harmonieuse et les priorites réeles dans l'utilisation des ressources de l'économie. Ceci amènerait l'harmonisation d'un certain nombre d'objectifs économiques et non-économiques différents et à l'occasion divergents.

Dans les grandes lignes, cela signifie qu'une planification économique rationnelle devrait être basée sur les objectifs primordiaux suivants : (1) plein-emploi; (2) le produit social maximum; (3) une distribution équitable du revenu national; (4) "partnership" ou égalité de droits dans l'industrie; (5) équilibre monétaire et de marché; (6) une économie modernisée adéquate et capable de soutenir effectivement la compétition sur le marché mondial.

Aucun de ces objectifs ne devrait avoir une priorité doctrinale absolue sur les autres. Tant il est vrai que des conditions économiques objectives et, dans une certaine mesure, le jeu du mécanisme des marchés, devraient déterminer laquelle des politiques devrait être amplifiée à un moment donné. Ceci implique évidemment l'organisation de la planification ainsi qu'une politique économique elastiques et pragmatiques dans leur ensemble.

L'expérience a démontré que la planification économique no peut être appliquée sans un système tenant compte des services à la collectivité. Un certain progrès a pu être realisé dans ce domaine, en Europe centrale et orientale au cours des vingt dernières années. Les services sociaux introduits ou étendus sous le système communiste devraient cependant être complétés ou amplifiés. Les soins médicaux gratuits par exemple devraient devenir partie intégrant d'un système social de santé très souple. Le logement devrait devenir un service social à la portée de tous ceux qui en ont besoin, sans pour cela empiéter sur les droits des propriétaires de logements qui occupent ceux-ci. Il faudrait en outre que la sécurité sociale comprenne un système de pension de retraite généralisée, de meilleures primes de naissance et allocations familiales. Et, comme aucun système économique n'a pu jusqu'à présent prévenir la perte temporaire de travail, des allocations de chômage adéquates devraient être instaurées et basées sur le principe "work or maintenance". Et le but final devrait être non seulement d'assurer l'égalité des salaires mais encore d'abolir la pauvreté.

Il va sans dire que la création, l'administration et l'amélioration éventuelle d'un tel système de sécurité sociale ne va pas sans le respect du droit des représentants librement élus des travailleurs d'être consultés à tous les niveaux.

L'énsemble des services qui peuvent ainsi être rendus à la société joue probablement l'un des rôles essentiels dans la recherche a l'égalité des chances pour tous devant la vie. Mais parmi ces services, la liberté d'éducation ne signifie pas uniquement que la société prend en charge le poids financier de l'éducation de la jeunesse. Cette liberté d'éducation signifie également la liberté d'accès à l'éducation et une sélection basée uniquement sur le degré de capacité des intéressés et non sur des distinctions de classe à rebours. Mais, avant tout, cela signifie la liberté d'apprendre et d'enseigner sans se heurter à des limites artificielles basées sur le dogme ou le monopole idéologique. C'est pourquoi, l'autonomie des universités doit pouvoir assurer l'entière liberté de la discussion scientifique et de toute activité créative et culturelle.

Le développement de l'agriculture et son efficacité économique affectent à un degré non négligeable le niveau de vie des travailleurs. Il est évident que les collectivisations forcées ont été un échec dans toute l'Europe centrale et orientale, les fermes collectives étant dans l'incapacité d'accroître la productivité du pays et, plus important encore, étant à l'inverse des voeux et des aspirations des paysans.

Les problèmes foundamentaux pour l'avenir se résument donc aux points suivants : 1) quelle part de sa population une société moderne peut-elle se permettre d'utiliser à la culture du sol? 2) cette agriculture devrait-elle, vu les conditions climatiques et du sol particulières à de vastes zones d'Europe centrale et orientale, être de type mixte ou plus spécialisée?

L'agriculture pouvant subvenir à ses propres besoins est un leurre, un rêve dépassé par la réalité, et ne trouve plus sa place dans l'économie moderne. C'est pourquoi, il semble que l'avenir de l'agriculture dans ces pays se trouve inscrit dans une évolution vers plus de spécialisation et vers de vastes holdings à haut capital, avec une superstructure adéquate comprenant de véritables coopératives de production et de marché. Parallèlement, le droit de la propriété privée de la terre devrait être protégé dans une limite déterminée.

Le problème de la surpopulation rurale qui constituait l'un des problèmes économiques insolubles d'avant-guerre en Europe centrale et orientale, a déjà

perdu une large part de son acuité par la vertu des migrations de masses vers les villes. On peut s'attendre à ce que, avec le développement des industries complémentaires de consommation et celui du secteur des services, ce processus de reconversion se poursuive, fournissant ainsi les conditions nécessaires pour la reconversion en grandes fermes spécialisées. Seule une réduction drastique du pourcentage de population employée dans l'agriculture, combinée avec cette évolution vers des holdings individuels, spécialisés et hautement capitalisés, pourrait créer les conditions d'une large égalisation des revenus de l'agriculture et des revenus industriels.

Il va de soi, que le droit d'association implique la notion de représentation libre des travailleurs par le truchement de leurs syndicats. Dans un système où la propriété publique l'emporte, la tentation peut être forte cependant de minimiser l'importance de tels représentants indépendants des travailleurs et de contester à la masse travailleuse ce droit essentiel sous prétexte que "les moyens de production appartenant à la collectivité, les travailleurs en sont les propriétaires et n'ont donc aucune raison d'avoir des revendications à présenter aux employeurs car, cela reviendrait à se les présenter à eux-mêmes".

On voit tout de suite combien de tels prétextes peuvent être dangereusement fallacieux. Ils furent d'ailleurs propagés et habillement exploités par les actuels gouvernements communistes.

Nous sommes convaincus que le système comportant la prédominance de la propriété publique des moyens de production, constitue une solution permanente pour les pays d'Europe centrale et orientale. Cependant, avec ce système, la necessite persiste de protéger les intérêts légitimes des travilleurs d'une façon aussi impérative que dans une société capitaliste. Les travailleurs doivent retrouver le droit de s'organiser en syndicats de leur choix et qui soient complètement indépendants de l'appareil administratif et politique de l'Etat ou des partis politiques, ainsi que l'exercice du droit sans restrictions de mener des negociations collectives ou de faire grêve.

Renoncer à ces droits est impossible même dans l'éventualité d'une participation des travailleurs à la direction des entreprises et d'un partage des bénéfices par le truchement de conseils ouvriers ou d'organismes similaires. Les conseils ouvriers donnent aux salariés la possibilité de partager les responsabilités de la direction mais ne suppriment pas l'influence de l'Etat et de ses organes dans la politique de l'entreprise qui touche aux intérêts vitaux des travailleurs. C'est pourquoi, la possibilité d'être frustrés de leurs droits et revendications légitimes pour la cause d'intérêts dits supérieurs ou nationaux, demeure inchangeé. Pour cette raison, les syndicats se doivent d'insister sur le respect de leurs prérogatives traditionnelles, même là où existent des conseils ouvriers ou toute autre forme de représentation du personnel.

Les syndicats et les représentations des travailleurs peuvent remplir leur mission de garants des droits de base et de bien-être des masses travailleuses à la seule condition du respect des principes de la démocratie. Seuls des syndicats dirigés par des responsables élus au cours d'élections libres et susceptibles d'être contrôlés par les membres de l'organisation syndicale, peuvent jouir de la confiance de ceux qu'ils représentent et protègent.

Les pays d'Europe centrale et orientale sont loin de former une unité politique et économique cohérente. La ligne qui divise actuellement le continent européen fut tracée tout à fait arbitrairement et ne peut être acceptée à titre permanent. Politiquement, culturellement et par tradition historique, ces pays font intégralement partie du continent européen.

Friedrich-Ebert-Stiftung
Bonn
Bibliothek

Economiquement cependant, de vastes zones de cette région sont beaucoup moins developpées que les pays d'Europe occidentale et ce, en dépit du processus d'industrialisation intensive qu'ils ont subi. De plus, après tant d'années de production basée sur les exigences du système communiste, la qualité de leurs produits s'est inévitablement amoindrie et est allée en-dessous des normes qualitatives des produits d'Europe occidentale. Enfin, la structure économique de cette région est orientée unilatéralement et en équilibre instable. Pour cette raison, il n'est pas à conseiller de prôner une intégration économique rapide de cette région dans l'ensemble du contexte européen. De plus, diverses formes de propriété et d'institutions sociales et économiques constituent des difficultés supplémentaires à une fusion éventuelle. Les économies de la plus grande partie d'Europe centrale et orientale (comme celles de Grèce et de Turquie) doivent subir une longue période de réajustement avant d'être réellement prêtes pour une quelconque intégration au reste du continent européen.

La tentative d'intégration des économies d'Europe centrale et orientale dans l'économie soviétique, sous l'égide du COMECON, fut un échec. Mais, accessoirement, elle a créé des formes régionales et bilatérales de coopération économique qui pourraient être utilement conservées et accrues. Certaines de ces formes de coopération économique régionale représentent sans aucun doute un progrès depuis le stade d'économie nationale. Un plus ample renforcement de la coopération économique régionale au sein de la zone des pays d'Europe centrale et orientale peut raccourcir la période de réajustement nécessaire - et sans qu'il y ait pour cela une superstructure plus élaborée - avant que les pays de cette région ne puissent se joindre au vaste courant d'intégration européenne.

En effet, avec la tendance qui existe vers une unité européenne à grande échelle, le principe d'un groupement politique fort servant d'Etat tampon entre l'Allemagne et la Russie ne correspond plus aux réalités politiques, stratégiques ou économiques d'aujourd'hui. Mais dans l'éventualité d'une évolution vers une plus grande indépendance des pays d'Europe centrale et orientale vis-à-vis de l'hégémonie de l'Union Soviétique, une coopération plus étroite entre ces nations pourrait accélérer pareille évolution.

Lorsqu'elles auront retrouvé leur complète indépendance, les nations d'Europe centrale et orientale auront à maintenir des relations amicales et pacifiques avec toutes les autres nations, y compris avec leur voisins, la Russie. Une fois disparu le ressentiment envers la domination impérialiste soviétique, il n'y aurait plus de raison de ne pas voir de telles relations se développer normalement. La Russie demeure tout normalement un partenaire commercial important pour l'Europe centrale et orientale et le marché le plus adéquat pour beaucoup de ses produits. Des relations économiques fructueuses pourraient faciliter le chemin vers des relations politiques basées sur le principe de la non-ingérence et du respect mutuel des intérêts politiques essentiels.

* * * * * * * * * * * * * * * * *

Organe mensuel du Centre International des Syndicalistes Libres en Exil

Rédaction — Administration
198, avenue du Maine, PARIS-14e

Le numéro — 0,60 F.

16e ANNEE.

le syndicaliste exilé

Les informations du « Syndicaliste Exilé » sont des informations originales, en provenance directe des pays de l'Est. Elles ne sont pas seulement pour vous un élément d'information, elles sont l'un des moyens de la résistance des hommes libres de l'Est qui veulent faire connaître ce qui se passe chez eux.